

Premier Manifeste des

Assises POUR l'ÉCOSOCIALISME

18 thèses pour l'Écosocialisme

février 2013

« Je veux que l'immense majorité, la seule majorité : tout le monde, puisse parler, lire, écouter, s'épanouir.

Je n'ai jamais compris la lutte autrement que comme un moyen d'en finir avec la rigueur.

J'ai pris un chemin car je crois que ce chemin nous conduit tous à cette aménité permanente.

Je combats pour cette bonté générale, multipliée, inépuisable. »

Pablo Neruda, poète chilien (*J'avoue que j'ai vécu*, 1974)

Ce Manifeste des Assises pour l'Écosocialisme s'inscrit dans la lignée du Manifeste international de l'Écosocialisme publié en 2002 ainsi que de la déclaration Écosocialiste de Belem de 2009, pour ouvrir la voie à un nouveau projet politique.

Il a été très largement soumis à débat dans le cadre des Assises pour l'Écosocialisme organisées par le Parti de Gauche le 1er décembre 2012 à Paris. Depuis, 133 amendements de fond, émanant de plus d'une trentaine d'auteurs d'horizons divers ont été reçus et traités.

Cette synthèse est proposée à toutes celles et ceux qui le souhaitent, organisations et individus, en France et à l'international, qui se reconnaissent dans l'Écosocialisme.

Ce « Manifeste des Assises pour un Écosocialisme » sera discuté tout au long de l'année et donnera lieu à de nouveaux débats à l'occasion des secondes Assises pour l'Écosocialisme qui se tiendront en décembre 2013, dans le cadre du comité des Assises composé des personnalités suivantes : Mathieu Agostini, Paul Ariès, Guillaume Étievant, Laurent Garrouste, Susan George, Janette Habel, Damien Joliton, Matthieu le Quang, Jacques Lerichomme, Michael Löwy, Laurent Maffeis, Corinne Morel Darleux, Arno Munster, Danièle Obono, Anita Rozenholc.

Toutes les informations sur les Assises permanentes pour l'Écosocialisme sont sur : ecosocialisme.com

TABLE DES MATIÈRES

I. QU'EST-CE QUE L'ÉCOSOCIALISME ?.....	3
1. Une alternative concrète et radicale.....	3
2. Un paradigme de l'intérêt général.....	3
3. Une nouvelle synthèse politique à gauche.....	3
4. Le renouveau du socialisme.....	4
II. SORTIR DES IMPASSES IDÉOLOGIQUES.....	4
5. Le mensonge du capitalisme vert, les risques de l'environnementalisme.....	4
6. L'impasse sociale-démocrate.....	4
III. INSTAURER UNE NOUVELLE ÉCONOMIE POLITIQUE AU SERVICE DU PROGRÈS HUMAIN.....	5
7. Mettre l'économie au service des besoins.....	5
8. Rompre avec les schémas de pensée traditionnels.....	5
9. Produire autrement.....	5
10. Instaurer la règle verte comme boussole politique.....	5
IV. CONSTRUIRE LA RÉVOLUTION ÉCOSOCIALISTE.....	6
11. Les luttes doivent converger.....	6
12. Lutter et résister pour inventer.....	6
13. Mettre en œuvre la planification écologique.....	6
14. Pas d'égalité et de République sociale possibles sans Constituante !.....	7
15. Mener la bataille culturelle.....	7
16. Faire sauter le verrou des traités libéraux.....	7
17. Porter un combat internationaliste et universaliste.....	8
18. Mener la révolution citoyenne pour l'écocialisme.....	8



I. QU'EST-CE QUE L'ÉCOSOCIALISME ?

1. Une alternative concrète et radicale. L'écosocialisme n'est pas une utopie à laquelle le réel devrait se conformer. C'est la réponse humaine raisonnée à la double impasse dans laquelle est enfermée dorénavant l'humanité en raison des modes de production et de consommation de notre temps qui épuisent l'être humain et l'environnement. Elle appelle une pensée et une action politique radicale, au sens où elle doit aller à la racine des causes. Nous combattons donc les deux moteurs du système actuel : le capitalisme et le productivisme. Le capitalisme impose la marchandisation pour faire de toute chose une nouvelle source de dividendes. Il est ainsi responsable du creusement des inégalités sociales et de la mondialisation à l'œuvre, libérale et liberticide, où règne le dumping social et environnemental avec la délocalisation des pollutions et des altérations de l'écosystème. Le productivisme épuise les ressources naturelles et perturbe le climat. L'idéologie consumériste est son corollaire. Elle élève l'accumulation matérielle au rang de loi, à grands coups de publicité pour générer des besoins jamais rassasiés. Nous désignons les vrais coupables de ce système : l'oligarchie financière mondialisée, les gouvernements soumis aux lobbies des multinationales sans contrôle démocratique, les idéologues de la concurrence « libre et non faussée », du capitalisme vert et du libre échange. Face à eux, l'écosocialisme est une alternative pour sortir de la crise et imposer l'intérêt général humain : partager les richesses sans attendre, fonder une nouvelle économie des besoins et de la sobriété, préserver le climat, l'écosystème et sa biodiversité.

2. Un paradigme de l'intérêt général. Dans la réalité, avant toute idée humaine sur le sujet, l'être humain est partie intégrante de l'écosystème dans lequel il vit. Ils ne peuvent être dissociés. Il n'y a qu'un seul écosystème global compatible avec la vie humaine. Dès lors, nous sommes tous semblables dans notre dépendance à l'écosystème. Cette vérité s'impose à tous, en dépit de nos différences de tous ordres. Il y a donc un intérêt général humain qui est lié à celui des autres espèces vivantes : préserver l'écosystème qui rend la vie humaine possible. Comment l'identifier sinon par la libre délibération collective ? Comment celle-ci pourrait-elle être libre si les uns dominent les autres, si des vérités révélées s'imposent en préalable ? Le paradigme écologiste appelle donc la démocratie, l'égalité sociale, la laïcité et le féminisme. Ce sont des conditions indispensables pour que le débat citoyen puisse avoir lieu sans intrusion de force oligarchique, dogmatique ou patriarcale. Enfin, dans la délibération pour déterminer l'intérêt général humain, chacun d'entre nous est appelé à dire non pas ce qui est bon pour lui mais ce qui est bon pour tous. Cela institue l'universalité des droits humains, la citoyenneté comme devoir et la République comme nécessité. Tel est le lien raisonné qui unit l'écologie politique et la République sociale universelle. C'est cette théorie politique globale que nous nommons écosocialisme. Il s'agit d'un humanisme et d'un universalisme socialiste et concret.

3. Une nouvelle synthèse politique à gauche. L'écosocialisme est un nouveau projet politique réalisant la synthèse d'une écologie nécessairement anticapitaliste et d'un socialisme débarrassé des logiques du productivisme. Il permet ainsi la jonction des grands courants de la gauche dans un nouveau paradigme politique. Nous avons besoin de ce projet de société alternatif au capitalisme. Il trace une ligne d'horizon dans la lutte pour une société d'émancipation et de progrès où le saccage de l'environnement et l'exploitation de l'homme par l'homme auront disparu. Notre projet écosocialiste prend en compte les besoins humains et les limites de la planète. Il repense l'utilité sociale de la production, nos manières de consommer, nos besoins réels, la finalité de nos produits et la manière de les produire.



4. Le renouveau du socialisme. Le socialisme a toujours visé l'émancipation de la personne humaine. Elle passe par le partage de la richesse, la démocratisation du pouvoir et l'éducation globale de chaque femme et chaque homme. Ce programme est toujours le nôtre. Mais nous savons dorénavant que l'émancipation ne peut être atteinte par la croissance sans fin : l'écosystème qui rend la vie humaine possible ne le permet pas. Ce constat oblige à définir un nouveau modèle de progrès en rupture avec le système capitaliste. Doivent être repensés non seulement le système de production et d'échange, mais aussi le contenu des productions et les modes de consommation. Cette approche implique par conséquent l'ensemble de l'organisation sociale et politique. Elle nous oblige à penser de façon nouvelle ce qu'est véritablement le progrès humain dans la perspective de la préservation de l'écosystème. Dans ces conditions, nous proposons un nouvel énoncé de la stratégie émancipatrice pour le futur de l'humanité. Cette nouvelle conscience et son programme d'action sont l'écocialisme. Ses méthodes sont la radicalité concrète, la planification écologique et la révolution citoyenne.

II. SORTIR DES IMPASSES IDÉOLOGIQUES

5. Le mensonge du capitalisme vert, les risques de l'environnementalisme. Notre écologie est sociale, elle prolonge les combats historiques de la gauche. Nous rejetons la mystification représentée par une certaine vision de l'écologie qui se veut compatible avec le libéralisme. Nous dénonçons le « capitalisme vert », qui sous couvert de développement durable offre un nouvel espace à la mainmise de la recherche du profit maximal, alimente la dynamique impérialiste et le court-termisme. Nous refusons le discours écologiste qui se contente de culpabiliser les individus. Il s'abstient ainsi de souligner la responsabilité majeure du productivisme sans frein. Il renonce à s'attaquer aux modes de production et de consommation capitalistes et refuse de voir qu'ils exploitent les plus précaires et pillent les pays du Sud. Nous refusons ce que serait une écologie de salon coupée des classes populaires, sans critique sérieuse de l'économie mondialisée, dépourvue de vision sociale et dès lors d'efficacité environnementale. Notre écologie à nous aborde les questions d'environnement en faisant systématiquement le lien avec la critique du système économique et avec les luttes sociales, en y impliquant l'ensemble des citoyens.

6. L'impasse sociale-démocrate. Nous réfutons la doctrine sociale-démocrate qui voudrait que toute redistribution des richesses passe d'abord par la relance de la croissance du PIB et la hausse de la consommation matérielle globale. C'est un double contre-sens. D'une part, elle maintient la puissance du capital financier et suppose que la répartition de la richesse s'organise à partir « des fruits de la croissance ». Elle ne s'attaque pas à l'accumulation déjà acquise. Or nous savons que les richesses existent, et qu'il n'y a pas lieu d'attendre pour les redistribuer. Ce qui est en cause c'est l'accaparement de ces richesses via la prédation du capital. D'autre part, cette doctrine repose sur un modèle d'expansion infinie qui est un suicide de la civilisation humaine. Le PIB est un indicateur qui ne reflète pas le bien vivre dans une société. Il est bien sûr impératif que chaque être humain puisse accéder aux biens fondamentaux. Bien sûr, la relance des activités d'intérêt général est indispensable. Pour autant, la relance d'une croissance économique aveugle n'est pas de nature à répondre aux urgences sociales. Elle est encore moins souhaitable ni tenable du point de vue de la préservation de l'écosystème, des ressources naturelles et du climat. Nous n'attendons donc ni la reprise de la croissance ni les effets bénéfiques de l'austérité : nous ne croyons ni à l'une ni aux autres.



III. INSTAURER UNE NOUVELLE ÉCONOMIE POLITIQUE AU SERVICE DU PROGRÈS HUMAIN

7. Mettre l'économie au service des besoins. L'écosocialisme veut mettre l'économie et le système productif au service des besoins humains. En cela, il s'oppose à la « politique de l'offre » défendue par les libéraux. Nous refusons cette logique productiviste qui consiste à produire tout et n'importe quoi dans n'importe quelles conditions pour l'écouler sur un marché par des dépenses publicitaires. Comment ne pas voir aussi que dans cet objectif, pour augmenter ses profits, le système nous vend des produits programmés pour tomber en panne et devenir démodés de plus en plus vite ? Comment supporter plus longtemps le gâchis des déchets croissants de notre civilisation ? Comment fermer les yeux sur le fait que beaucoup sont exportés vers les pays du Sud au détriment de la santé des populations et de leur environnement ? Nos décisions collectives doivent au contraire être guidées par la satisfaction des besoins réels. C'est le sens de la planification écologique. Elle inverse cette logique en partant des besoins, du devoir de préserver l'écosystème et du droit de tous à vivre dans un environnement sain. Elle met le système productif en adéquation avec ces impératifs.

8. Rompre avec les schémas de pensée traditionnels. L'écosocialisme remet en cause la dictature des intérêts particuliers et de la propriété privée des moyens de production. Il questionne le rapport au travail. Nous prôtons l'appropriation sociale des moyens de production et les propositions alternatives de l'économie sociale et solidaire en termes d'autogestion et de coopératives. Nous défendons la souveraineté budgétaire et la nationalisation comme outil de politique publique, notamment en matière de services bancaires et de crédit. Indice de progrès humain, démondialisation et protectionnisme social et écologique, dotation inconditionnelle d'autonomie et salaire socialisé, revenu maximum autorisé sont autant de perspectives que nous avons à l'esprit pour sortir des sentiers battus et éviter le piège d'un accompagnement du système. Il nous faut également aller plus loin en matière de réduction drastique du temps de travail : « travailler moins pour travailler tous et mieux », fixer le plein emploi comme horizon tout en interrogeant les finalités du travail. Rien ne sert de travailler davantage que le temps utile à produire ce qui nous est nécessaire. Le temps ainsi libéré pourrait utilement être affecté à des activités considérées aujourd'hui comme « improductives » et pourtant combien essentielles au bien vivre.

9. Produire autrement. La révision en profondeur de notre système de production repose sur ce que nous appelons les « 4 R » : relocalisation de l'activité, réindustrialisation écologique, reconversion de l'outil industriel et redistribution du travail. De nombreux besoins non satisfaits existent : dans une industrie relocalisée, dans les services aux personnes, dans l'agro-écologie et l'agriculture paysanne au service de la souveraineté alimentaire et de la santé de tous, dans la recherche et les filières « vertes » visant à réduire notre dépendance aux ressources épuisables (écoconstruction, efficacité énergétique, rénovation thermique, énergies renouvelables...). Avec l'augmentation du chômage et la crise sociale, l'argument de l'emploi est trop souvent mis en avant contre l'impératif de la protection de l'environnement. C'est une absurdité : on voit aujourd'hui le coût économique et social du laisser-faire libéral, là où la relocalisation et la transition écologique permettraient au contraire de conserver, transformer ou créer de nombreux emplois, locaux et pérennes, dans tous les pays.

10. Instaurer la règle verte comme boussole politique. La « règle verte » est notre indicateur central de pilotage de l'économie. Elle remplace « la règle d'or » des politiques d'austérité et « d'ajustement structurel » imposés par la Banque mondiale, le Fonds monétaire international, la



Commission européenne et la Banque centrale européenne. Elle vise à assurer notre responsabilité devant l'humanité et son écosystème en supprimant la dette écologique. Elle associe la nécessaire réduction de certaines consommations matérielles et la nécessaire relance de certaines activités avec la prise en compte systématique de l'empreinte écologique générée. En plus des dégâts déjà commis à rattraper en matière d'émissions de gaz à effet de serre et de perte de biodiversité, nous adoptons comme moyen d'évaluation des politiques publiques, de retarder chaque année le « jour du dépassement global ». Il s'agit de la date où nous avons prélevé à l'échelle mondiale le volume de ressources renouvelables égal à ce que la planète est en mesure de régénérer et où nous avons produit les déchets qu'elle est capable de digérer. Notre objectif est de la repousser au 31 décembre, c'est-à-dire de neutraliser notre empreinte écologique. Cela implique la réduction drastique des émissions de gaz à effet de serre et l'arrêt du nucléaire qui produit des déchets radioactifs que nul ne sait gérer et qui comporte des risques inacceptables pour les êtres humains comme pour l'écosystème.

IV. CONSTRUIRE LA RÉVOLUTION ÉCOSOCIALISTE

11. Les luttes doivent converger. Notre objectif de rupture civilisationnelle impose que l'action politique soit le fait du plus grand nombre. Il s'agit de rassembler et d'agir, non de se contenter d'avoir raison entre convaincus, ou pire, de dresser les uns contre les autres : nous nous situons aux côtés des salariés et des exclus du système qui résistent et sont porteurs de projets alternatifs sociaux et environnementaux. La reconversion écologique ne se fera pas sans eux, encore moins contre eux. Nos adversaires dans cette bifurcation radicale de société ne sont pas les chercheurs ou les salariés de l'industrie, mais bien les banques, les multinationales et les actionnaires qui orientent la production en fonction de leurs intérêts privés et non de l'intérêt général.

12. Lutter et résister pour inventer. La révolution écosocialiste combine propositions programmatiques et présence dans les luttes sociales et environnementales, aux côtés de toutes celles et ceux qui résistent. Les citoyens engagés dans ce projet s'impliquent dans le développement d'expérimentations et alternatives concrètes : circuits courts, associations pour le maintien de l'agriculture paysanne, soutien aux ceintures vivrières et actions contre l'artificialisation des sols, collectifs de villes en transition, reprise d'entreprises par les salariés, systèmes d'échanges locaux, épargne citoyenne et monnaies complémentaires, habitat collectif et co-voiturage... Ils sont actifs dans des actions de désobéissance civique non violente, opérations anti-publicité ou réquisitions de logements vides. Les élus du peuple pour le projet écosocialiste s'engagent dans une démarche cohérente entre leurs discours et leurs actes. Ils font vivre la gauche par l'exemple en prenant des mesures d'interdiction de la publicité, de retour en régie publique de l'eau, de renchérissement du mésusage ou encore d'extension de la gratuité des services publics.

13. Mettre en œuvre la planification écologique. La planification écologique impose la prise en compte du temps long et la maîtrise publique, le tout placé sous contrôle des citoyens, travailleurs et usagers. Le problème n'est pas l'industrie, la recherche ou la technique en soi, mais bien l'absence de choix et de contrôle citoyen. Une révolution citoyenne est nécessaire pour conquérir cette capacité de contrôle. Tel est le mélange détonant d'utopisme révolutionnaire et de technicité auquel nous aspirons. Le Plan écologique donne la possibilité d'organiser la bifurcation vers un autre mode de développement, en interrogeant nos besoins et en réorientant production, échange et consommation en vertu de leur utilité sociale et écologique. Le secteur de la recherche doit se réorganiser autour de l'intérêt général et des besoins réels, et inventer de nouvelles formes participatives par le biais par exemple de conventions de citoyens. L'école publique, à travers les voies professionnelles, technologiques et générales, doit



organiser l'élévation des connaissances et des qualifications à tout âge afin de réussir cette bifurcation et faire émerger de nouvelles filières. Des « conférences de participation populaire » doivent être organisées pour redéfinir les critères d'utilité sociale et environnementale et l'articulation entre les différents échelons, des politiques européennes aux actions locales. La planification écologique organise l'intervention continue des salariés dans la gestion des entreprises, dans le prolongement de la convergence croissante des luttes sociales et environnementales.

14. Pas d'égalité et de République sociale possibles sans Constituante ! Nous affirmons l'exigence d'un haut niveau de culture commune par l'école publique incluant l'éducation à l'environnement. Sinon comment rendre possible l'émancipation individuelle et collective, seule à même de permettre le consentement à un contrat social partagé par tous ? Le projet écosocialiste réaffirme le rôle de l'État, de la collectivité et des services publics, indispensables pour planifier la rupture, construire une société émancipatrice et garantir l'égalité d'accès aux droits fondamentaux pour tous, partout. Ils doivent être refondés par le moyen d'une assemblée constituante. Celle-ci doit renouveler de fond en comble les formes institutionnelles et mettre en place les moyens démocratiques qui rendront possibles l'implication citoyenne permanente et la souveraineté populaire en tous domaines. Car la tâche révolutionnaire est immense. Nous appuyons en effet la mise en place d'un « ménagement » du territoire à rebours de l'étalement urbain, de la concentration des populations dans des mégalo-poles et de la mise en concurrence des territoires. Nous militons pour un nouvel urbanisme qui rapproche les fonctions indispensables au « bien vivre » (services publics de santé et d'éducation, logement, activité professionnelle, culture et loisirs, biodiversité, agriculture paysanne). Nous refusons la marchandisation du vivant et les OGM, ainsi que la financiarisation des biens communs comme l'eau, l'énergie et le savoir, et la privatisation des services publics. Ceux-ci doivent faire l'objet d'une gestion publique en repensant l'articulation entre l'État, garant de l'égalité républicaine, les collectivités locales et l'action des citoyens, syndicats, associations et usagers.

15. Mener la bataille culturelle. Le projet écosocialiste mène son combat idéologique par l'éducation populaire. Il veut décoloniser l'imaginaire. Il dénonce la programmation d'un individu-consommateur docile, soumis aux avis de prétendus experts et aux impératifs du productivisme qui nous fait désirer des productions nuisibles et inutiles, fabriquées à l'autre bout de la planète dans des conditions de travail indignes et sous des législations environnementales défailtantes voire inexistantes. Il combat les bras armés du productivisme que sont la publicité, avec son cortège de marchandisation des corps et de sexisme, la mode et les médias, relayés par les organismes de crédit, qui nous conditionnent et nous soumettent à une injonction d'achat et de gaspillage permanents. Cette bataille idéologique est aussi une bataille de vocabulaire. Nous refusons la politique de l'oxymore et la novlangue libérale : le « prix du travail » qui devient un « coût », les cotisations sociales des « charges », les « gardiens de la paix » renommés « forces de l'ordre », la vidéosurveillance « vidéoprotection », ou encore le nucléaire déguisé en énergie « propre et décarbonée ».

16. Faire sauter le verrou des traités libéraux. À l'échelle mondiale, nous dénonçons les accords promus par l'Organisation mondiale du commerce, accords de libre échange et accords de partenariat économique qui contribuent à l'épuisement des ressources naturelles, à l'exploitation des peuples du Sud et au dumping social dans les pays dits développés. Parce qu'elle est la première zone économique du monde, l'évolution de l'Union européenne implique toute la planète. Sa politique libérale est verrouillée par les traités actuels et les plans d'austérité. Établis sous la houlette de lobbies économiques et financiers, ils ont tous en commun de prévoir la disparition des services publics, l'extension du domaine



marchand et du libre-échange. Cela provoque à la fois gâchis dû aux compétitions mercantiles, et destruction des services publics et biens communs au profit des intérêts privés. L'Europe libérale et austéritaire empêche aussi de maîtriser et d'orienter le contenu de la production et de l'échange vers des objectifs de progrès humain. Dans ces conditions, nous assumons qu'une politique écosocialiste en Europe passe par la désobéissance à l'Europe libérale et à ses directives. Il faut pour cela construire d'autres rapports de force entre les citoyens, le pouvoir de la finance et celui des institutions anti-démocratiques de l'Union européenne. Si l'échelon européen peut être pertinent pour de grandes politiques environnementales et sociales, leur mise en œuvre ne sera possible que par la construction d'une autre Europe, sous le contrôle démocratique des peuples.

17. Porter un combat internationaliste et universaliste. Il n'y a qu'un seul écosystème compatible avec la vie humaine. Il faut en tirer les conséquences dans tous les domaines. Les décisions prises à un endroit sur la planète ont des répercussions partout ailleurs. Le projet écosocialiste implique la reconnaissance de la responsabilité des pays dits du Nord, de l'Organisation mondiale du commerce, du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale vis à vis des peuples dits du Sud. Il dénonce la compétition organisée en lieu et place de la coopération, le productivisme et ses effets sur le climat mondial, le pillage des ressources naturelles, l'accaparement des terres arables, ou encore l'austérité imposée par la Troïka. Il induit la reconnaissance de la Déclaration universelle des Droits de l'homme et la création d'un Tribunal international des crimes contre l'environnement. L'écosocialisme nous impose de contribuer aux débats liant politiques de développement et de progrès social, et préservation de l'environnement. Pour cela, nous soutenons et nous inspirons des alternatives à l'étranger : révolutions citoyennes et Printemps arabe, refus de la dette et des monopoles médiatiques en Argentine, assemblée constituante en Islande et au Venezuela, initiative Yasuni ITT pour laisser le pétrole sous terre en Équateur... Les savoirs, l'expérience et les méthodes acquises dans ces situations doivent pouvoir converger. Le projet écosocialiste doit pouvoir être porté par un forum mondial qui en fasse le but de la révolution citoyenne de notre temps.

18. Mener la révolution citoyenne pour l'écosocialisme. Compte tenu de l'ampleur de son objectif, la remise en cause du modèle productiviste capitaliste ne peut résulter d'une simple alternance électorale et de décisions venues d'en haut. Elle implique une refonte radicale des institutions incluant scrutins à la proportionnelle, parité et non cumul des mandats permettant au peuple d'être effectivement représenté dans toutes ses caractéristiques. Il s'agit de mettre au pas l'oligarchie et d'assurer, en toutes circonstances, la souveraineté populaire par une démocratie réelle. Cela exige que les majorités parlementaires écosocialistes conjuguent leur action avec des mouvements d'implication populaire dans tous les domaines de la vie de la société. Cette réappropriation de l'initiative politique et citoyenne par chaque femme et chaque homme, dans le but de déterminer partout et sur tous les sujets quel est l'intérêt général, c'est ce que nous nommons la révolution citoyenne. C'est une révolution. Car elle se propose de changer les formes de la propriété, le système institutionnel et la hiérarchie des normes juridiques, sociales et environnementales qui organisent la société et l'économie. Elle est citoyenne. Car elle veut donner le pouvoir à chacun non pour l'intérêt d'une catégorie sociale en particulier mais pour le bien de tout humain, et car elle se donne des formes institutionnelles et se soumet au suffrage universel, dans le pluralisme politique. Nous refusons que le désespoir et la colère ne basculent du côté de la haine. Ni avant-garde éclairée, ni dictature verte, ni repli ethniciste, nous défendons donc la voie démocratique de la révolution citoyenne. Le peuple n'est pas le problème, il est la solution. Le pire dommage de la crise actuelle de la civilisation humaine serait que l'humanité soit incapable de s'ouvrir à la voie d'un autre futur. L'écosocialisme peut être celui-ci. Qu'il fleurisse !

